Retour au sommaire

Monnaie, transactions financières et sociétés (Avec bibliographie)

BIM n° 70 - 16 mai 2000
Geneviève NGUYEN

Profitant de la parution d'un numéro Hors-Série de la revue « Alternatives Economiques » sur la monnaie (Hors-Série n°45, 3ème trimestre 2000, site Internet : http://www.alternatives-economiques.fr), nous souhaitons consacrer ce bulletin d'info à une réflexion sur le thème : Monnaie, transactions financières et sociétés :
Quelles significations ? Quels modes d'appropriation et pratiques sociales ? Quelles incidences pour le développement de systèmes financiers décentralisés (SFD)durables ?
Vous trouverez aussi à la fin de ce BIM des séminaires et rencontres sur la microfinance du deuxième semestre 2000.

Pourquoi s'intéresser à la représentation et aux enjeux sociaux de la monnaie et des transactions financières pour les sociétés ? Le sujet peut s'apparenter à un débat de salon, qui n'intéresserait que des chercheurs, et pourtant, il nous semble qu'il a des implications directes sur le terrain, et peut alimenter la réflexion sur certaines des préoccupations des praticiens de la microfinance.

En effet, dans les débats sur la durabilité des SFD, il est beaucoup question de « gouvernance » et « d'appropriation sociale » des SFD par les populations locales. De plus en plus, on se rend compte que les SFD constituent un véritable outil de prise de pouvoir pour les populations, phénomène qui se traduit notamment par des exclusions, des non remboursements, des conflits, détournements, et autres problèmes de gestion interne. Par ailleurs, les SFD et praticiens préoccupés par la collecte de l'épargne, parlent souvent de la construction de la confiance : les populations ne déposeront leur épargne dans une institution financière que si elles ont confiance en cette dernière.

Mais comment construire cette confiance ? Pour un SFD, avoir pour objectif la durabilité suffit-il pour créer cette confiance ? Enfin, les praticiens se préoccupent aussi de plus en plus de l'impact social d'un SFD (voir l'article de d'Aminur Rahman « Micro-credit Initiatives for Equitables and Sustainable Development : Who Pays ? » dans World Development, vol. 27, n° 1, pp.67-82, 1999 ; ou encore l'étude de Claude Rossi « Evaluation des enjeux sociaux lors de l'implantation d'une coopérative d'épargne et de crédit au Mali », dans le bulletin n°6 de l'APAD, Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Changement Social et du Développement, Marseille, décembre 93).

Ces débats renvoient bien à la dimension sociale de l'argent et des transactions financières, dimension malheureusement souvent négligée.

Plusieurs articles du numéro Hors-Série d'Alternatives Economiques sur la monnaie apportent de riches éléments de réflexion sur le sujet :

> « Monnaie, pouvoir et société » de Christian Chevagneux, pp. 4-5

> « La monnaie et le pouvoir des Etats » de Benjamin J. Cohen, pp. 22-24

> « Un vecteur de lien social » de Denis Clerc, pp. 25-27

> « La monnaie est un fait social total » de Jean-Michel Servet, pp. 27

Selon C. Chevagneux, le développement de la monnaie repose non seulement sur des bases économiques (moyen pour faciliter les échanges) mais aussi sur des bases sociales. Il renvoie notamment aux rôles que joue la monnaie dans l'organisation du tissu social : « monnaie-violence » (apporter une compensation monétaire en signe de paix suite à un acte de violence), de « monnaie-pieuse » (collectes par les institutions religieuses), etc. La monnaie est ainsi avant tout un « instrument de lien social », liens de dette et de vie, et de ce fait, l'ordre social dépend de la stabilité de la valeur monétaire et donc de la confiance des populations en cet objet qui lie les individus les uns aux autres.

L'auteur insiste aussi sur une troisième dimension de la monnaie, non moins importante : la dimension politique. Dans sa démonstration, C. Chevagneux cite Benjamen Cohen, pour qui « l'essence de la monnaie est d'être un pouvoir d'achat et le pouvoir est au cœur de la politique. Le pouvoir appartient à ceux qui créent la monnaie et à ceux qui la contrôlent. Au niveau politique, la monnaie est tout sauf neutre. »

Benjamin Cohen propose effectivement une analyse approfondie de la monnaie comme un élément clé du pouvoir des Etats. Selon l'auteur, détenir le monopole sur la monnaie permet :

(i) d'avoir un « symbole politique puissant de promotion du sentiment d'identité » ; - c'est là que l'on se dit, heureusement, le mouvement social de la Grameen Bank n'a pas été détourné à des fins politiques -

(ii) de générer des revenus importants, grâce à la pratique du « seigneuriage » ;

(iii) de posséder un outil puissant de gestion d'une économie - le choix des taux d'intérêt sur le crédit et l'épargne est effectivement un moyen efficace pour orienter les comportements d'épargne et de consommation des ménages.

Même si C. Chevagneux et B. Cohen illustrent leur propos surtout par des exemples tirés de la finance publique et internationale, il est tout à fait possible d'appliquer sa grille de lecture à la microfinance. Les « propriétaires » ou ceux qui « gèrent » des SFD, détiennent effectivement un pouvoir important, celui de décider des conditions d'accès aux services financiers (taux d'intérêt sur le crédit et l'épargne, montant plafond des crédits, garanties matérielles…) et donc celui de privilégier l'une ou l'autre des différentes catégories de population.Pour aller jusqu'au bout des idées, c'est détenir le pouvoir de redistribuer les richesses et de réorganiser une économie et une société, ne serait-ce qu'à l'échelle villageoise. Si l'on veut vraiment sortir des ménages de la pauvreté, pourquoi ne pas proposer des services d'épargne accessibles aux revenus bas, pas forcément des services d'épargne à court terme très peu rémunérateurs, mais bien des dépôts sur le long terme et avec des taux rémunérateurs intéressants, à l'instar des plans d'épargne d'actions qui ne sont généralement accessibles qu'à certaines catégories de la population ? Pourquoi un SFD ne peut-il offrir aux ménages d'agro-pasteurs pauvres des services d'épargne équivalents à la possession d'un troupeau de bétail ? Y a- t-il d'autres rai-

sons, au delà des freins purement techniques et financiers qui limitent/déterminent l'offre de certains services financiers par un SFD et l'accès aux services à certaines catégories de population ?

C'est aussi la question que se pose Denis Clerc : « Et si, au fond, la monnaie avait un rôle structurant dans la constitution de nos sociétés, un rôle social au moins aussi important, sinon plus, que son ou ses rôles techniques apparents ? » L'auteur propose une réflexion basée sur l'analyse des pratiques financières dans les « sociétés traditionnelles » où les transactions financières sont codifiées et inscrites dans un système de valeurs et un code du comportement. S'engager dans une transaction financière de type crédit revient à construire un lien social durable entre le prêteur et l'emprunteur : une reconnaissance de dette réciproque. Jean-Michel Servet nous rappelle à ce titre un usage très ancré dans nos sociétés symbolisant ce lien, celui de n'offrir en cadeau un couteau qu'en échange d'une pièce de monnaie, pour éviter au couteau de « couper le lien ». Au Vietnam, une relation de don est équivalente une relation de dette sans fin : les individus sont l'obligation de « rendre aux autres » ce qui lui a été donné. La question qui vient immédiatement est : pourquoi les SFD n'arrivent-ils pas à recréer ce lien social qui est a priori une garantie de : « La modernité monétaire a consisté, et c'est un long processus historique, à concevoir la monnaie comme quelque chose permettant de penser le paiement, non plus comme dans les systèmes de don contre don, comme une suite sans fin de dettes et de compensations, mais comme permettant de mettre un terme à un contrat en remplissant ses obligations. Ce faisant, l'échange monétaire a été pensé comme une relation bilatérale, et on est devenu aveugle au fait que la monnaie est un fait social total, impliquant toutes les dimensions sociales. »

Compléments bibliographiques

> « La violence de la monnaie », de M. Aglietta et A. Orléan, 1982, Paris : édition Presse Universitaire de France.

> « Epargne et liens sociaux », de J.M. Servet, 1995, Collection Cahiers Finance, Ethique, Confiance, Caisses des dépôts et consignations, Paris.

> « La philosophie de l'argent », de G. Simmel, 1997, Paris : édition PUF.

> « Exclusion et liens financiers », J.M. Servet et D. Vallat (eds),1997, Paris : édition Montchrestien.

> « Le pouvoir de la finance », d'André Orléan, 1999, Paris : édition Odile Jacob.

Quelques RDV du deuxième semestre 2000 sur la microfinance et finance solidaire

> 18 - 20 mai 2000 : « Conférence internationale sur les investissements socialement responsables en Europe » à Lisbonne (Portugal), organisée par l'Union Européenne. Pour plus d'info, écrire à Barbara.GERSTENBERGER@cec.eu.int

> 20 mai 2000 : « Cinquième rencontre de la finance et de la solidarité », organisée par FINANSOL (http://www.globenet.org/finansol), à Hérouville-Saint-Clair, Basse Normandie, France. Pour plus d'informations, écrire à finansol@globenet.org

> 22 mai 2000 : « Séminaire sur les Pratiques Prometteuses pour la Finance Rurale » (en anglais) à Washington, D.C. (Etats-Unis), organisé par la Banque Interaméricaine de Développement. Pour plus d'info, écrire à Markw@iadb.org

> 26 - 27 juin 2000 : « Deuxième forum de discussion international sur la micro-assurance » (en anglais) à Dhaka (Bangladesh), organisé par CARE, CDF, et SANFI. Pour plus d'info., écrire à carebang@bangla.net

> 2 - 7 juillet 2000 : « Sommet régional africain du micro-crédit » (en anglais) à Harare (Zimbabwe), organisé par le Sommet du Micro-crédit. Pour plus d'info, écrire à africadm@icon.co.zw, ou visiter le site Internet http://www.microcreditsummit.org/

> 15 - 20 juillet 2000 : « Rassemblement triennal du mouvement international des coopératives d'épargne et de crédit » (en anglais) à Nashville (Etats-Unis), organisé par WOCCU. Pour plus d'info, visiter le site Internet http://www.woccu.org/meetings.htm

> 22 - 23 septembre 2000 : « Conférence internationale sur les stratégies privées et publiques pour assurer l'accès aux services financiers en Europe » à Gothenberg (Suède), organisé par l'Institut des Services Financiers de Hambourg et l'Union Européenne. Pour plus d'info,écrire à stefanie.jack@iff-hamburg.de